

Intervention du Secrétaire Général de CGLU-Afrique, Jean Pierre Elong Mbassi, lors de la séance informelle d'audition le 16 mai 2016 à New York, USA

Je m'exprime ici pour me féliciter des progrès qui ont été faits dans la prise en compte du point de vue des gouvernements locaux dans toutes les négociations des agendas globaux par la communauté internationale. Nous sommes très sensibles à l'ouverture montrée par les Etats membres et le Secrétaire Général des Nations Unies à écouter les autorités locales qui sont les autorités publiques les plus proches des populations et sont en première ligne pour relever les défis que l'urbanisation pose aux populations et décideurs du monde. Le fait urbain est désormais l'habitat humain majoritaire. Il n'est plus possible de traiter de problèmes globaux sans impliquer les autorités locales. Comme l'a dit le Secrétaire Général des Nations Unies, la lutte contre la pauvreté, la réalisation des objectifs de développement durable, la lutte contre le réchauffement climatique seront gagnés ou perdus dans les villes. Nous sommes reconnaissants au Secrétaire Général des Nations Unies d'avoir accepté que la GLOBAL TASK FORCE regroupant les organisations des gouvernements locaux prenne part aux discussions ayant abouti à l'adoption du plan d'action d'Addis Abeba sur le financement du développement, les objectifs de développement durable de portée universelle, l'agenda de Sendai sur la gestion des catastrophes, l'agenda du climat adopté à Paris, et le nouvel Agenda urbain qui sera adopté à Quito en Octobre prochain. Les gouvernements locaux et régionaux souhaitent que la Conférence de Quito soit une étape déterminante pour l'action et ait comme ambition principale d'opérationnaliser l'ensemble des agendas qui vont déterminer le futur de l'humanité pour les 15/20 prochaines années. Ils sont par ailleurs demandeurs de mise en cohérence de ces différents agendas, et la manière la plus efficiente de le faire, est de partir des territoires locaux où les questions sont d'emblée inter reliées et de mettre en place des approches multi-niveaux de gouvernance dans le respect du principe de subsidiarité. En insistant sur la nécessité de la localisation des objectifs de développement durable (ODD) pour s'assurer de leur impact réel sur les populations, les Etats membres reconnaissent implicitement le caractère stratégique du niveau local dans la réalisation des ODD. Les gouvernements locaux souhaitent que le mécanisme consultatif mis en place pour prendre en compte le point de vue des autorités locales et régionales représenté par la Global Task Force soit maintenu au niveau de la Conférence Habitat III et après, pour s'assurer que le partenariat entre autorités publiques nationales et territoriales soit poursuivi après Quito, au niveau du suivi de la mise en oeuvre du Nouvel Agenda Urbain Mondial comme à celui de l'évaluation de ses performances. Les gouvernements locaux soutiennent le maintien de ONU Habitat comme agence des Nations Unies chargée de la coordination des actions de la communauté internationale pour la réalisation du nouvel agenda urbain mondial, à condition que cette agence collabore avec et s'ouvre aux autres agences des Nations Unies, mais aussi qu'elle bénéficie de moyens financiers et humains mieux calibrés et à la hauteur de ses responsabilités nouvelles. Les gouvernements locaux apprécient la mention de UNACLA dans le Zéro Draft, et souhaitent que la Global Task Force soit également mentionnée comme un mécanisme de consultation des autorités locales et régionales reconnu par les Nations Unies. L'institutionnalisation de ces mécanismes est de nature à améliorer la coopération et la collaboration entre autorités publiques de niveau national et territorial, et à contribuer à améliorer les relations de confiance entre populations et dirigeants, sans lesquelles aucun progrès véritable et durable ne peut être réalisé dans quelque domaine que ce soit. Les gouvernements locaux insistent sur la nécessité absolue de promouvoir le partenariat multi-acteurs sans lequel il est difficile d'espérer réaliser les ODD, l'Agenda du Climat ou le Nouvel Agenda Urbain Mondial. L'ensemble des propositions et attentes des gouvernements locaux et régionaux pour la Conférence Habitat III sont repris dans le document publié par la GLOBAL TASK FORCE et largement diffusé auprès des Etats membres. Ces propositions, engagements et attentes sont également présentées et débattues sur la plateforme d'échanges sur Twitter à l'adresse #Listen2Cities. Merci de rejoindre cette plateforme pour poursuivre utilement ces échanges.